

DECISION DU PRESIDENT

Objet : Réalisation de bassins de rétention

Le Président de la Communauté de Communes du TERNOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10

Vu le Code de la Commande Publique en particulier les articles L. 2124-1, R2124-1, R2124-2, R2161-2 et R2161-13 à R2161-14 concernant la procédure d'appel d'offres.

Vu les crédits inscrits au Budget 2022

Vu la Délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et de prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget

Considérant l'avis d'appel à concurrence publié à la Voix du Nord le 20 Août 2022 et sur la plateforme de dématérialisation le 17/08/2022 (CdG596280).

Considérant la date de remise des offres fixée au 09/09/2022 à 12h00.

Considérant le rapport d'analyse des offres et des candidatures effectué en prenant en compte les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres indiqués au règlement de consultation du dit marché.

Considérant l'offre économiquement la mieux disante émanant de la société DUFFROY Zone Industrielle 62130 SAINT POL SUR TERNOISE

DECIDE

Article 1 : de conclure et signer le marché relatif à la réalisation de bassins de rétention avec la société DUFFROY Zone Industrielle 62130 SAINT POL SUR TERNOISE pour la somme de 420 000 € HT

- 2 bassins sur les communes de Saint Pol sur Ternoise et Saint Michel sur Ternoise
- 1 bassin sur la commune de Foufflin-Ricametz

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services et le Trésorier payeur de la Collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'une information lors d'un prochain Conseil Communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité

Fait à Herlin le Sec, le 10 Octobre 2022



Le Président,

Marc BRIDOUX

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; - deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.